

28.1.2020

B9-0077/2020 }
B9-0078/2020 }
B9-0079/2020 }
B9-0080/2020 }
B9-0082/2020 } RC1/Am. 1

Amendement 1

Michael Gahler

au nom du groupe PPE

Proposition de résolution commune

PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, GUE/NGL

Réforme de la loi indienne sur la citoyenneté de 2019

Proposition de résolution commune

Considérant B

Proposition de résolution commune

B. considérant que la nouvelle loi indienne sur la citoyenneté entend accélérer l'octroi de la citoyenneté aux hindous, aux sikhs, aux bouddhistes, aux jaïns, aux parsis et aux chrétiens ayant fui les persécutions en Afghanistan, au Bangladesh et au Pakistan qui résident dans le pays depuis avant 2014, mais qu'elle n'accorde pas la même protection aux musulmans;

Amendement

B. considérant que la nouvelle loi indienne sur la citoyenneté entend accélérer l'octroi de la citoyenneté aux hindous, aux sikhs, aux bouddhistes, aux jaïns, aux parsis et aux chrétiens ayant fui les persécutions en Afghanistan, au Bangladesh et au Pakistan qui résident dans le pays depuis avant 2014, mais qu'elle n'accorde pas la même protection aux musulmans; ***que tout migrant étranger peut demander la citoyenneté indienne après une période de résidence totale de 12 ans;***

Or. en

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1

28.1.2020

B9-0077/2020 }
B9-0078/2020 }
B9-0079/2020 }
B9-0080/2020 }
B9-0082/2020 } RC1/Am. 2

Amendement 2

Michael Gahler

au nom du groupe PPE

Proposition de résolution commune

PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, GUE/NGL

Réforme de la loi indienne sur la citoyenneté de 2019

Proposition de résolution commune

Considérant B bis (nouveau)

Proposition de résolution commune

Amendement

B bis. considérant que le gouvernement indien a expliqué que la modification de la législation vise à instaurer une sécurité juridique – un genre de discrimination positive – pour les membres de minorités religieuses qui sont persécutées en Afghanistan, au Bangladesh et au Pakistan, où l’islam est religion d’État, et qui vivent désormais en Inde;

Or. en

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1

28.1.2020

B9-0077/2020 }
B9-0078/2020 }
B9-0079/2020 }
B9-0080/2020 }
B9-0082/2020 } RC1/Am. 3

Amendement 3

Michael Gahler

au nom du groupe PPE

Proposition de résolution commune

PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, GUE/NGL

Réforme de la loi indienne sur la citoyenneté de 2019

Proposition de résolution commune

Considérant C

Proposition de résolution commune

C. *considérant que l'Inde a également une frontière commune avec le Bhoutan, la Birmanie, le Népal et le Sri Lanka, mais que la loi réformée n'inclut pas dans son champ les Tamouls sri-lankais, qui forment le plus grand groupe de réfugiés en Inde et sont présents dans le pays depuis plus de 30 ans; qu'Amnesty International India a souligné que le champ d'application de la loi réformée sur la citoyenneté n'incluait pas d'autres minorités persécutées, notamment des populations musulmanes comme les Rohingyas en Birmanie, les Ahmadis au Pakistan, les Hazaras en Afghanistan ainsi que les musulmans biharis au Bangladesh;*

Amendement

C. qu'Amnesty International India a souligné que le champ d'application de la loi réformée sur la citoyenneté n'incluait pas d'autres minorités persécutées, notamment des populations musulmanes comme les Rohingyas en Birmanie, les Ahmadis au Pakistan, les Hazaras en Afghanistan ainsi que les musulmans biharis au Bangladesh;

Or. en

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1

28.1.2020

B9-0077/2020 }
B9-0078/2020 }
B9-0079/2020 }
B9-0080/2020 }
B9-0082/2020 } RC1/Am. 4

Amendement 4

Michael Gahler

au nom du groupe PPE

Proposition de résolution commune

PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, GUE/NGL

Réforme de la loi indienne sur la citoyenneté de 2019

Proposition de résolution commune

Considérant H

Proposition de résolution commune

Amendement

H. considérant que la loi réformée sur la citoyenneté a été promulguée dans le cadre de la politique du gouvernement indien visant à mettre en place une procédure nationale de vérification de la citoyenneté, le registre national des citoyens; que les déclarations du gouvernement indiquent que cette procédure vise à priver les musulmans de leurs droits de citoyens tout en protégeant ceux des hindous et d'autres groupes non musulmans; que, très probablement, seuls les musulmans qui ne figurent pas au registre national des citoyens devront comparaître devant les tribunaux pour étrangers, créés pour déterminer le droit à la citoyenneté; que ces tribunaux ont suscité un tollé au niveau international, car ils ne garantissent pas le droit à un procès équitable, ni le respect des droits de l'homme; que cet exercice a été récemment conclu dans l'État de l'Assam et qu'il a entraîné l'exclusion de plus de 1,9 million de personnes, classées dans la catégorie des migrants «en situation irrégulière» et risquant désormais la réclusion dans des camps de détention

supprimé

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1

récemment construits ou l'expulsion; que ces procédures risquent d'intensifier le climat de xénophobie en attisant l'intolérance religieuse et la discrimination dans le pays;

Or. en

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1

28.1.2020

B9-0077/2020 }
B9-0078/2020 }
B9-0079/2020 }
B9-0080/2020 }
B9-0082/2020 } RC1/Am. 5

Amendement 5

Michael Gahler

au nom du groupe PPE

Proposition de résolution commune

PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, GUE/NGL

Réforme de la loi indienne sur la citoyenneté de 2019

Proposition de résolution commune

Paragraphe 1

Proposition de résolution commune

1. regrette profondément l'adoption et la mise en œuvre de la loi réformée sur la citoyenneté, qui *est* discriminatoire et porteuse de divisions dangereuses; invite le gouvernement indien à répondre immédiatement aux pétitions des citoyens, comme requis par la Cour suprême; invite également le gouvernement indien à ouvrir un dialogue pacifique avec les différentes composantes de la population et à **abroger les modifications discriminatoires, qui vont à l'encontre des obligations internationales de l'Inde; met en garde contre le regain de nationalisme, qui s'est notamment traduit par une hausse de l'intolérance religieuse et de la discrimination à l'encontre des musulmans;**

Amendement

1. regrette profondément l'adoption et la mise en œuvre de la loi réformée sur la citoyenneté, qui **pourrait être considérée comme** discriminatoire et porteuse de divisions dangereuses; invite le gouvernement indien à répondre immédiatement aux pétitions des citoyens, comme requis par la Cour suprême; invite également le gouvernement indien à ouvrir un dialogue pacifique avec les différentes composantes de la population et à **évaluer les amendements;**

Or. en

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1

28.1.2020

B9-0077/2020 }
B9-0078/2020 }
B9-0079/2020 }
B9-0080/2020 }
B9-0082/2020 } RC1/Am. 6

Amendement 6

Michael Gahler

au nom du groupe PPE

Proposition de résolution commune

PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, GUE/NGL

Réforme de la loi indienne sur la citoyenneté de 2019

Proposition de résolution commune

Paragraphe 2

Proposition de résolution commune

2. rappelle que si l'objectif affiché de la réforme de la loi sur la citoyenneté, à savoir protéger les groupes persécutés, est louable, une politique nationale efficace en matière d'asile et d'accueil des réfugiés devrait être juste et globale par nature et s'appliquer à tous ceux qui en ont besoin;

Amendement

2. rappelle que si l'objectif affiché de la réforme de la loi sur la citoyenneté, à savoir protéger les groupes persécutés, est louable, une politique nationale efficace en matière d'asile et d'accueil des réfugiés devrait être juste et globale par nature et s'appliquer à tous ceux qui en ont besoin; ***estime que la mise en place de conditions plus favorables pour certaines minorités persécutées uniquement et non pour d'autres peut être contre-productive et engendrer des tensions;***

Or. en

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1

28.1.2020

B9-0077/2020 }
B9-0078/2020 }
B9-0079/2020 }
B9-0080/2020 }
B9-0082/2020 } RC1/Am. 7

Amendement 7

Michael Gahler

au nom du groupe PPE

Proposition de résolution commune

PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, GUE/NGL

Réforme de la loi indienne sur la citoyenneté de 2019

Proposition de résolution commune

Paragraphe 3

Proposition de résolution commune

3. invite le gouvernement indien à répondre aux préoccupations légitimes exprimées au sujet du registre national des citoyens, qui pourrait être utilisé pour cibler des groupes marginalisés; ***s'inquiète de ce que le registre national des citoyens constitue un changement dangereux dans la manière dont la citoyenneté sera déterminée en Inde, et peut donner lieu à une grande crise d'apatridie, en plus de provoquer une immense souffrance humaine;***

Amendement

3. invite le gouvernement indien à répondre aux préoccupations légitimes exprimées au sujet du registre national des citoyens, qui pourrait être utilisé pour cibler des groupes marginalisés;

Or. en

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1

28.1.2020

B9-0077/2020 }
B9-0078/2020 }
B9-0079/2020 }
B9-0080/2020 }
B9-0082/2020 } RC1/Am. 8

Amendement 8

Michael Gahler

au nom du groupe PPE

Proposition de résolution commune

PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, GUE/NGL

Réforme de la loi indienne sur la citoyenneté de 2019

Proposition de résolution commune

Paragraphe 6

Proposition de résolution commune

6. **condamne** la décision des autorités indiennes de couper l'accès internet aux réseaux mondiaux, qui empêche la communication et la libre circulation de l'information; souligne que ces actions constituent une violation manifeste de la liberté d'expression;

Amendement

6. **déplore** la décision des autorités indiennes de couper l'accès internet aux réseaux mondiaux, qui empêche la communication et la libre circulation de l'information; souligne que ces actions constituent une violation manifeste de la liberté d'expression;

Or. en

AM\1197589FR.docx

PE643.501v01-00 }
PE643.502v01-00 }
PE643.503v01-00 }
PE643.504v01-00 }
PE643.506v01-00 } RC1